

Les agglomérations vues par leurs habitants : résultats d'une enquête

Autor(en): **Kübler, D.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Geomatik Schweiz : Geoinformation und Landmanagement =
Géomatique Suisse : géoinformation et gestion du territoire =
Geomatica Svizzera : geoinformazione e gestione del territorio**

Band (Jahr): **102 (2004)**

Heft 1

PDF erstellt am: **14.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-236099>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les agglomérations vues par leurs habitants

Résultats d'une enquête

Les agglomérations ne sont pas seulement une catégorie statistique mais sont à considérer également comme des communautés sociales et politiques. Ce sont les résultats principaux d'une enquête récente de l'EPFL. En conclusion, il est impératif que le débat sur les enjeux liés à l'architecture institutionnelle des agglomérations prenne davantage en compte le point de vue de la population.

Agglomerationen sind nicht einfach nur als statistische Kategorie, sondern auch als soziale und politische Gemeinschaften zu betrachten. Zu diesem Schluss kommt eine kürzlich durchgeführte Umfrage der ETH Lausanne. Bei den Diskussionen über die institutionelle Struktur der Agglomerationen ist deshalb den Anliegen der Bevölkerung stärker Rechnung zu tragen.

Gli agglomerati non sono solo un'entità statistica ma vanno considerati alla stessa stregua dei comuni politici e sociali. Questo è il risultato di un'indagine recentemente condotta dal Politecnico di Losanna da cui si desume che il dibattito relativo alla struttura istituzionale degli agglomerati deve tenere maggiormente conto del punto di vista della popolazione.

D. Kübler

Jusque-là, les enjeux d'agglomération ont été abordés essentiellement à l'aune des relations entre entités gouvernementales, comme les villes-centres et les communes environnantes, les villes et leurs cantons, ou encore entre les villes, les cantons et la Confédération. Mais comment les agglomérations et leurs enjeux sont-ils vécus et perçus par la population? Une recherche menée récemment par le Laboratoire de sociologie urbaine de l'EPFL dans le cadre du programme prioritaire «Demain la Suisse» du Fonds national, vise précisément à répondre à cette question. Elle se base sur un sondage représentatif auprès de 2000 personnes vivant dans les agglomérations de Zurich, Lausanne, Lucerne et Lugano.

Plus concrètement, le point de vue de la population a été abordé par le biais des

ment habitant d'une agglomération. Il est également usager de services d'infrastructure qui lui permettent de pratiquer cette agglomération. Enfin, il est citoyen des institutions politiques qui sont responsables de ces services. La recherche part ainsi du postulat que c'est sur ces trois rôles, ainsi que sur l'articulation entre eux, que les enjeux d'agglomération se cristallisent et deviennent lisibles au niveau individuel.

Les agglomérations existent

Au niveau des habitants, les résultats de l'enquête montre que les agglomérations existent aujourd'hui autant dans la tête des gens que sur les cartes. Après la commune et la ville, l'agglomération représente un lieu d'identification très fort pour l'habitant, plus important par exemple que le canton. On peut ainsi constater un sentiment d'appartenance à l'agglomération qui transcende les frontières communales. Ce sentiment d'appartenance est étroitement lié au rythme des déplacements; il est plus prononcé chez les gens

trois rôles de «l'habitant-usager-citoyen» (HUC) que chaque individu est inévitablement appelé à jouer. Il est non seule-

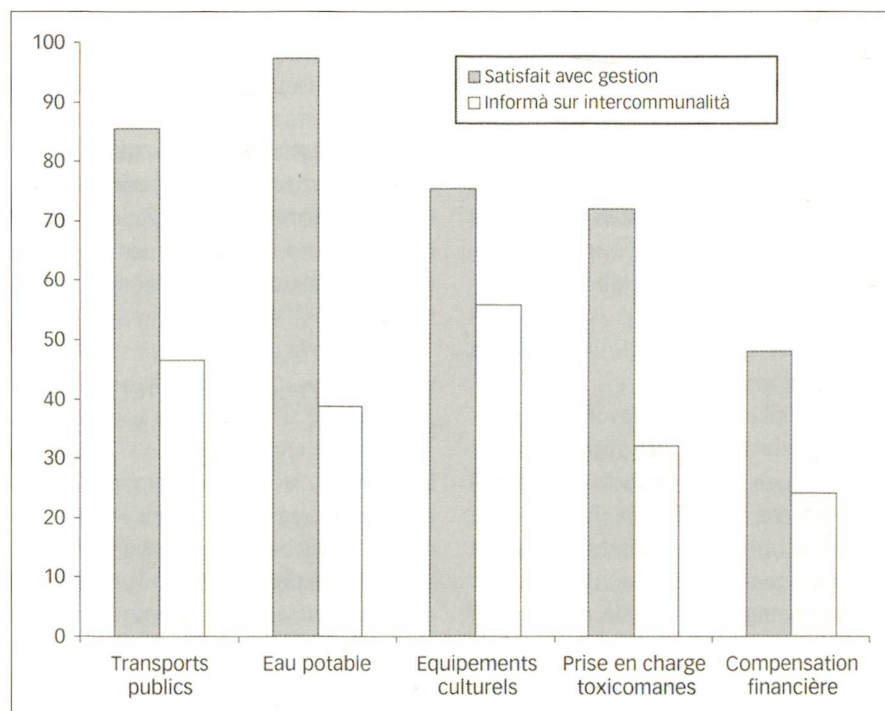


Fig. 1: Satisfaction avec la gestion des services et degré d'information sur leur dimension intercommunale (en pourcent).

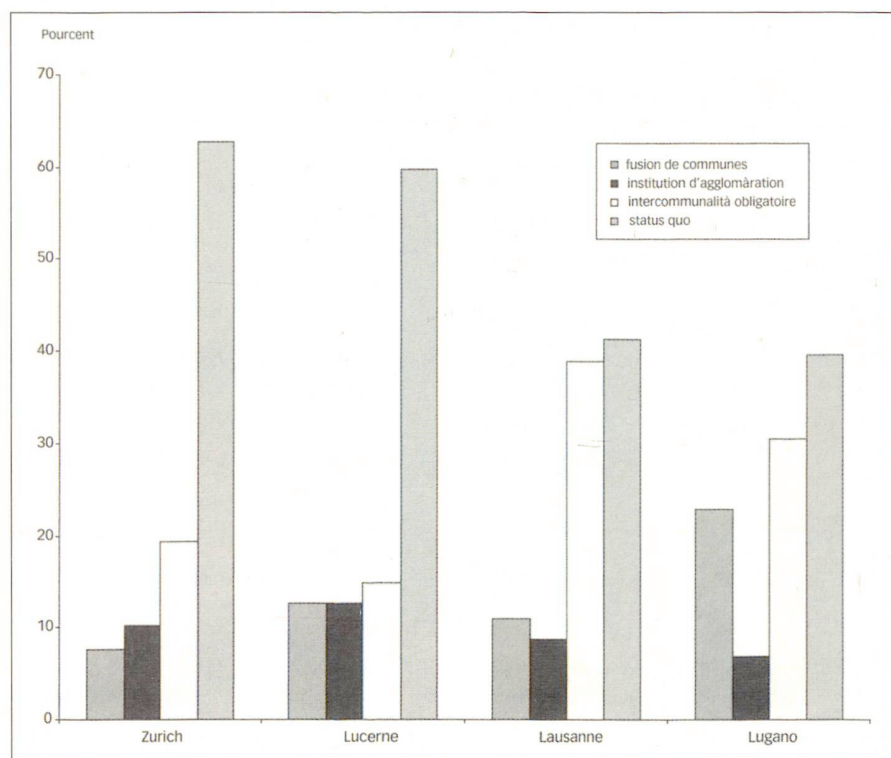


Fig. 2: Réforme préférée pour répondre aux problèmes d'agglomération (en pourcent).

qui se déplacent souvent au sein de l'agglomération, que ce soit pour des motifs professionnels ou pour des activités de loisir. Cela montre bien que les pratiques spatiales d'un territoire créent également des liens émotionnels avec ce même territoire. On peut donc dire que, pour les habitants, les agglomérations urbaines forment un tout. Leur découpage en une multiplicité d'unités politico-administratives apparaît, du coup, assez arbitraire.

Le déficit démocratique

Ce découpage institutionnel complique évidemment la mise en place de services publics. Des services comme les transports ou encore la prise en charge de problèmes sociaux à l'échelle de l'agglomération requièrent une étroite coopération entre les autorités concernées. Mais il semble qu'avec ces structures de coopération, l'on ait réussi, dans les quatre agglomérations étudiées, à mettre en place des services de qualité. C'est du moins ce que pensent leurs usagers. La satisfaction avec

les services publics à l'échelle de l'agglomération est généralement très élevée, tant en ce qui concerne le niveau des services que la qualité de leur gestion. Cependant, seulement une faible proportion de la population est consciente du fait que ces services reposent sur une coopération intercommunale. En particulier, la qualité de ces services n'est pas portée au crédit des autorités locales. Autrement dit: les usagers ne perçoivent pas de lien entre leur rôle d'usagers de services d'agglomération et leur rôle de citoyen.

A ce niveau-là, les résultats de l'enquête révèlent l'existence d'une large autonomie entre, d'une part, la dimension output du système politique, relative aux clients de services publics, et, d'autre part, sa dimension input, basée sur l'exercice de la citoyenneté. Ce résultat reflète, au niveau individuel du citoyen lambda, le déficit démocratique qui caractérise la gestion intercommunale des services d'agglomération: avec la délégation des compétences à des organismes intercommunaux, les citoyens n'ont la possi-

bilité ni d'élire les responsables ni de sanctionner les prestations par des votes populaires. On peut donc établir l'hypothèse que, à moyen et à long terme, l'opacité des processus des décisions intercommunales renforce l'aliénation politique des citoyens.

Quelle chance pour les réformes?

Pour contrer cette tendance, le temps semble donc venu d'élaborer des structures politiques et démocratiques propres aux agglomérations. A voir les réponses des personnes interrogées, la chance que de telles réformes aboutissent semble pourtant faible. En particulier, les réformes impliquant des modifications des frontières communales obtiennent très peu de soutien. Néanmoins, des différences importantes apparaissent entre les quatre agglomérations étudiées: le soutien aux réformes est plus faible dans les deux agglomérations alémaniques que dans les deux agglomérations latines. Le taux élevé de soutien aux fusions communales parmi les répondants vivant dans l'agglomération de Lugano suggère, en outre, que l'acceptation pour ce type de réformes augmente une fois que le processus est lancé.

Il faut en effet rappeler que l'agglomération de Lugano a lancé, il y a quelques années, un projet de fusion communale d'envergure. Acceptée à une large majorité par la population des communes concernées, la fusion de la ville de Lugano avec huit communes limitrophes va prendre effet en 2004. Le nombre d'habitants de la «Nouvelle Lugano» passera ainsi de 30 000 aujourd'hui à environ 60 000, et du 21^e rang au septième rang dans la liste des plus grandes villes de Suisse.

L'exemple luganais montre bien que les initiatives et projets visant à réarticuler les territoires fonctionnels et institutionnels dans les agglomérations sont à concevoir comme un processus où le soutien de la population peut – et doit – se construire en cours de route.

Conclusion

Les résultats de cette enquête soulignent que l'agencement de l'architecture institutionnelle dans les agglomérations ainsi que les éventuelles réorganisations relèvent non seulement de relations intergouvernementales entre autorités communales, cantonales et fédérales. Au contraire, les enjeux d'agglomération touchent également à des éléments clés de la vie sociale et politique de la population.

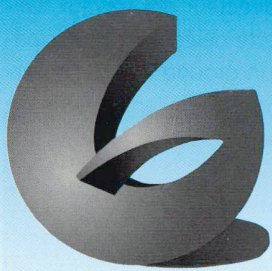
En conclusion, un découplage du

débat sur les enjeux d'agglomération en Suisse nous semble crucial. Il ne doit pas seulement être motivé par la recherche de solutions à des conflits intergouvernementaux. Au contraire, il est impératif de le considérer comme un débat qui a trait à l'auto-constitution des sociétés d'agglomération en communautés politiques. Il faudrait notamment que ce débat devienne moins accommodant, plus dérangeant, et incite davantage et plus ouvertement à soumettre à discussion la pertinence des frontières institutionnelles actuelles.

Référence:

Daniel Kübler, Brigitte Schwab, Dominique Joye et Michel Bassand (2002): La métropole et le politique. Identité, services urbains et citoyenneté dans quatre agglomérations en Suisse. Lausanne: LaSUR/EPFL. Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2003.

Daniel Kübler
Politologue
Laboratoire de sociologie urbaine
EPF Lausanne
CH-1015 Lausanne
dkuebler@pwi.unizh.ch



INTERGRAPH
GeoMedia™

www.intergraph.ch

www.geomedia.ch

Ihr GIS-Partner für

- Amtliche Vermessung
- Gemeinde-Lösungen
- Web-Lösungen
- Netzinformationssysteme
- Strassenmanagement
- Umwelt/Planung



INTERGRAPH

Mapping and Geospatial Solutions

Intergraph (Schweiz) AG

Mapping and Geospatial Solutions

Neumattstr. 24

8953 Dietikon I

Tel: 043 322 46 46

Fax: 043 322 46 10